**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** BURKINA FASO

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Appui à la promotion, à la protection des jeunes consolidateurs de la paix et défenseurs des droits de la personne dans les Régions du Sahel, du Nord et de l’Est**Numéro Projet / MPTF Gateway:** **-** **00125640 / PBF/IRF-386** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **PNUD (Agence coordinatrice)** **UNICEF** **UNFPA** |
| **Date du premier transfert de fonds :** 27 janvier 2021**Date de fin de projet :** 20 juillet 2022**Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[x]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :** **Agence récipiendaire Budget** PNUD $ 868700.00UNFPA $ 304950.00UNICEF $ 326350.00 Total: $ 1500000.00Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 51\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 750107.45Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 262537.61 |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : Rokhaya Paquita, Coordonnatrice du ProjetRapport approuvé par : Isabelle Tschan, DRR du PNUDLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :**

 Le projet a connu dans son ensemble un démarrage avec un léger retard d’un mois. Le financement de la première tranche pour chaque agence est effectif depuis le 27 janvier 2021. Une équipe conjointe de gestion et de suivi, composée d’une Coordonnatrice, focaux de l’UNICEF et de l’UNFPA a été mise en place. L'équipe a été complétée par le recrutement d'un Expert National en DH et d'une Assistante. Le projet a aussi connu l’appui technique du HCDH basé à Ouagadougou. Cette équipe en concertation étroite avec le Ministère de la Justice des Droits Humains en charge de la tutelle technique du projet, a contribué à la mise en place des aspects d’opérationnalisation du projet dont le cadre de concertation. Il est composé du MJDHPC, des Agences (UNICEF, UNFPA, PNUD), des autres Institutions publiques clés impliqués et des OSC. Ces séances de travail ont permis de préparer le draft du plan de travail 2021 qui a été soumis pour examen et validation au niveau du cadre de concertation mis en place. La signature de ce dernier a marqué le démarrage officiel des activités sur le terrain. Parmi les actions clés pour cette année on pourrait mentionner : **i)** Lancement officiel à Ouahigouya (15 mars 2021) sous la présidence de Madame la Ministre de la Justice et des Droits Humains, en présence de la Représentante Résidente Adjointe du PNUD, et des autorités locales. La contractualisation avec des parties responsables Association (A2N) et Centre pour la Gouvernance Démocratique pour le PNUD, (Mwangaza Action) pour l’UNFPA (Mai 2021) pour la réalisation des études de base ii) La mise en œuvre de nombreuses activités de renforcement des capacités des acteurs dans les trois régions couvertes.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :**

Il s’agira de : i) de la tenue des ateliers de restitution des résultats des études de base sur la cartographie et sur la situation particulière des jeunes femmes/filles défenseures des droits humains. Durant les restitutions, les échanges devront contribuer à orienter les actions prioritaires des plans qui seront élaborés, i) Le lancement d’une campagne de sensibilisation, de communication et d'information sur leur mise en oeuvre, ii) La réhabilitation de 06 centres multifonctionnels d’activités socioéconomiques en Janvier 2022, III) Les rencontres de concertations avec les collectivités territoriales dans les différentes localités ont déjà eu lieu. v)Le plaidoyer auprès des autorités locales, des leaders traditionnels, religieux et coutumiers pour l’intégration et la prise en compte des besoins des jeunes filles et garçons défenseurs des droits humains dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux. Ces acquis pourraient constituer une ressource importante dans la phase d’opérationnalisation de la stratégie nationale de cohésion sociale déjà élaborée et la stratégie de réconciliation nationale en cours d’élaboration

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères) :

N/A : Les différentes actions réalisées dans le cadre du projet sont surtout celles ayant trait au renforcement des capacités des acteurs clés (jeunes garçons et filles), travailleurs sociaux, agents de santé, ainsi que les personnes en charge de l’application de la loi dans les localités d’intervention. Les acteurs formés seront les ressources principales pour la mise en œuvre des plans d’actions qui seront élaborés dans les différents localités en vue d’assurer les principaux résultats du projet en tenant compte de la spécificité de leur contexte. Les plans d’actions seront élaborés suite aux ateliers de restitution des deux études de bases qui ont été réalisées. La mise en œuvre de ces plans d’actions permettra alors d’identifier les changements institutionnels qui en découleront.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères) :

NA

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux : durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1 :** **D’ici à 2022 les mécanismes de protection des jeunes défenseurs des droits de la personne sont répertoriés et renforcés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les différentes formations réalisées dans les trois régions ont permis d’améliorer le niveau de connaissance les jeunes filles et garçons défenseurs sur le cadre légal et des mécanismes du Fonds d’Assistance Judiciaire, sur la loi portant protection des jeunes défenseurs des droits humains. Grâce aux formations,500 jeunes dont 200 filles et 300 garçons des trois régions ont une meilleure connaissance de la Loi portant protection des défenseurs des droits humains au Burkina Faso, de la loi portant répression des violences faites aux femmes et aux filles et sur le Fonds d’assistance judiciaire. Ces derniers pourront à leur tour jouer le rôle de plaidoyer et de vulgarisation des lois et d’information sur les mécanismes existants en termes de prise en compte des droits humains dans leur communauté Grâce aux formations, 150 responsables chargés de l’application de la loi (75 policiers dont 20 femmes et 75 gendarmes dont 25 femmes) dans les trois régions, ont une meilleure connaissance de leurs rôles et responsabilités en matière de protection des droits des jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne. Ils disposent également des informations sur les résolutions 1325 et 2250 du conseil de sécurité des nations unies, sur A/HCR/22L13 de 2013 de l’Assemblée générale des NU et sur la loi n°061-2015/CNT du 06/09/2015 portant prévention, répression et réparation des violences à l’égard des femmes et des filles et prise en charge de victimes. Désormais ils sont à même de mieux jouer leur rôle de protection des populations et des défenseurs des DH en tenant compte des orientations des lois

Les différentes actions réalisées dans le cadre du projet sont surtout celles ayant trait au renforcement des capacités des acteurs clés (jeunes garçons et filles, ainsi que les personnes en charge de l’application de la loi dans les localités d’intervention. Des acteurs formés seront les ressources principales pour la mise en œuvre des plans d’actions qui seront élaborés dans les différents localités en vue d’assurer les principaux résultats du projet en tenant compte de la spécificité de leur contexte. Les plans d’actions seront élaborés suite aux ateliers de restitution des deux études de bases qui ont réalisées. La mise en œuvre de ces plans d’actions permettra alors d’identifier les changements institutionnels qui en découleront.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le principe de la prise en compte du genre est prévu durant toute la mise en œuvre du projet selon la planification. Cela l’a été autant dans l’identification des participants aux différentes activités de renforcement des capacités (en insistant auprès des structures déconcentrées et des partenaires de réalisation impliqués dans la mise en œuvre de l’importance du genre) que dans la réalisation de l’étude de base actuellement en cours. Néanmoins, le constat actuel est que malgré les efforts développés, le niveau de participation des jeunes filles défenseurs des droits de la personne reste timide surtout au niveau de la région de l’Est. Cette situation est liée au contexte sécuritaire qui rend difficile la sortie et l’entrée dans les communes (Pama, Diapaga, Kompienga etc.) du projet. Le taux de participation des femmes/filles aux activités organisées est de 35%, ce chiffre étant de 5% à l’Est ,15% dans le Sahel et 15% dans le Nord. En vue de faire face à cette situation des initiatives de mitigation de ces contraintes envisagées dont la mise en place d’un cadre d’échanges entre les différents partenaires et les autres acteurs en vue d’identifier des pistes de solution.

**Résultat 2 : D’ici à 2022 les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne formé-e-s et outillé-e-s sont à même de mener leurs missions dans un environnement favorable**

**Les** principes de base et les règles de précaution à observer pendant le monitoring, sont dotés de connaissances pour le rapportage des incidents de violation/abus des droits humains et sont à même d’identifier les cas de violation et d’abus des droits humains dans les régions du Sahel, Nord et Est. Grâce à cette formation ils/elles ont également une bonne connaissance des mécanismes et du dispositif mis en place à cet effet et sont désormais en mesure de faire le suivi et le rapportage des droits humains en toute connaissance de cause. Ils/elles ont ainsi pu mettre en place à la suite de ces

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

* 150 responsables (75 hommes et 75 femmes) en charge de l’application de la loi dans les trois régions formés et outillés ont désormais une meilleure compréhension de leur rôle et de leur responsabilité en matière de protection des droits des jeunes filles et garçons. Ils/elles ont également été sensibilisé(e)s sur leur rôle dans la mise en application des résolutions 1325 et 2250 du conseil de sécurité des nations unies, sur la A/HRC/22L13 de 2013 de l’Assemblée Générale des Nations Unies et sur la loi portant prévention, répression et réparation des violences à l’égard des femmes et des filles et sur la prise en charge des victimes.
* Grâce aux sessions de formation sur les mécanismes de prévention et de répression de la torture et des disparitions forcées, 200 jeunes filles et 300 garçons ont acquis des connaissances et se sont familiarisés avec la loi n°039-2017/AN du 27 juin 2017 portant protection des défenseurs des droits humains, ainsi que sur la loi n°061-2015/CNT du 6 septembre 2015 portant prévention, répression et réparation des violences à l’égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes et sur le fonds d’assistance judiciaire et ses mécanismes.
* Grâce aux formations dispensées, 25 assistantes psychologues formées sur la prise en charge psychosociale des femmes victimes de VBG en général et de violences sexuelles en particulier et 25 Agents prestataires de santé dont 5 femmes formés et outillés sont aptes pour assurer la prise en charge médicale et psychosociale des femmes survivantes/victimes de violences basées sur le Genre dans les zones couvertes par le projet

- Les formations en monitoring et reporting dans un contexte sensible et de crise sécuritaire ont permis à 500 jeunes défenseurs de droits dont au moins 250 jeunes filles de se doter de capacités pour identifier les cas de violation et d’abus des droits humains dans les régions du Sahel, Nord et Est; d'être outillées sur les principes de base et les règles de précaution à observer pendant le monitoring. Ils ont également connaissance e l'existence des numéros verts pour alerter sur des situations de violation ou d’abus des droits humains mis à leur disposition et de se doter de connaissances pour le rapportage des incidents de violation/abus des droits humains.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

 Les sessions de formation organisées à l’endroit des travailleurs sociaux et des prestataires de santé sur la prise en charge psychosociale et médicale des victimes de VBG et de violences sexuelles devront permettre d’assurer une meilleure prise en charge des femmes victimes/survivantes. Par ailleurs, les résultats de l’étude sur la situation particulière des femmes défenseurs des droits de la personne et sur leurs besoins spécifiques devront permettre d’identifier les victimes et de mener des actions ciblées à leur endroit

**Résultat 3 : D’ici à 2022, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux renforcés intègrent les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne dans la prévention et le règlement des conflits locaux de manière efficiente**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

 La plupart des activités prévues au niveau de ce résultat sont assujettis à la mise en œuvre des plans d’actions qui seront élaborés au niveau des différentes localités suite aux activités de restitution des études de base au niveau du résultat 1. L’organisation des restitutions des études de base est actuellement en préparation et l’élaboration des plans d’actions suivra immédiatement après cette activité.

 Pas de progrès à rapporter sur ce résultat

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

 La plupart des activités prévues au niveau de ce résultat sont assujettis à la mise en œuvre des plans d’actions qui seront élaborés au niveau des différentes localités suite aux activités de restitution des études de base au niveau du résultat 1. L’organisation des restitutions des études de base est actuellement en préparation et l’élaboration des plans d’actions suivra immédiatement après ces activités.Pas de progrès à rapporter sur ce résultat

**Résultat 4 :**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi : Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*** 3 rencontres du cadre de concertation du projet ont été réalisées (en avril 2021 ; en Juillet 2021 et en novembre 2021) et ont permis l’examen du PTA 2021, l’examen du rapport du premier semestre 2021,
* 9 rencontres de l’équipe de coordination du projet ont été organisées ont permis d’échanger sur le suivi de la mise en œuvre du projet et d’assurer la préparation de certaines activités spécifiques (processus de contractualisation avec les ONG, préparation de certaines formations, …)
* 10 sorties de suivi de la réalisation de certaines activités sur le terrain ont été effectuées

 | **Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence** ?  Dans certains cas. Les études de base en cours avec l’appui de CGD et A2N dans les trois régions couvertes (Est, Nord, Sahel) devraient néanmoins fournir des données actuellement manquantes**Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires** ?  |
| **Evaluation :** **Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?** | **Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire)** : 30000 USDSi le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* :     NA   |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($):                                  |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères) | Le renforcement de la concertation entre les différents acteurs impliqués (acteurs de mise en œuvre du système des Nations Unies, Agences et coordination du PBF) contribuera à consolider la compréhension commune de l’approche de mise en œuvre, qui impliquera une forte synergie d’action. Des réunions techniques sont organisées avec d’autres programmes/projets mis en œuvre dans les mêmes zones d’intervention en vue d’identifier les points de synergie et de complémentarité. On pourrait citer à cet effet, le guide sur le Fonds d’assistance judicaire en cours d’élaboration a été conçu conjointement avec le programme CoSED du PNUD dans un souci d’assurer une certaine synergie et complémentarité dans nos actions |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser) :

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****D’ici à 2022 les mécanismes de protection des jeunes défenseurs des droits de la personne sont répertoriés et renforcés**  | Indicateur 1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1**Une étude visant les mécanismes de protection des jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne est réalisée dans les zones cibles du projet**  | Indicateur 1.1.1**Existence d’une cartographie des mécanismes et organisations de protection des jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne dans les zones cibles du projet Un rapport d’étude est disponible** | **0** | **1** | **0** | **0** |  |
| Indicateur 1.1.2**# Nombre de consultations menées** | **0** | **1** | **0** | **0** | **En cours. Premières données déjà disponibles** |
| Indicateur 1.1.3**Rapports ateliers/ réunions/consultation**  | **0** | **4** | **0** | **0** |  |
| Produit 1.2**Les acteurs de la protection des jeunes filles et garçons au niveau local disposent d’un plan d’actions de renforcement de leur capacité**  | Indicateur 1.2.1**Existence d’un plan d’actions de renforcement des capacités des acteurs de la protection des jeunes filles et garçons Plan d’action disponible** | **0** | **6** | **0** | **0** | **Activité en cours. Collecte des données réalisés et validées au niveau technique. En attente de dissémination.** |
| Indicateur 1.2.2**# Nombre de Rapports réguliers d’activités**  | **0** | **500** | **500** | **500** | **Activité déjà réalisée** |
| Indicateur 1.2.3**# Nombre de rapports d’ateliers organisés**  | **0** | **25** | **0** | **0** | **Activité non encore réalisée** |
| Indicateur 1.2.4**# Nombre de localités ayant bénéficié́ d’activités de sensibilisation sur les données sensibles au Genre dans les contextes de menace**  | **0** | **12** | **0** | **0** | **En attente des résultats des études de base** |
| Indicateur 1.2.5**# Nombre de localités ayant bénéficié́ d’activités de vulgarisation de la loi portant répression des violences faites aux femmes**  | **0** | **500** | **500** | **500** | **Résultat Atteint** |
| Indicateur 1.2.6**Nombre de guide et brochure sur le fonds d’assistance judicaire au profit des jeunes défenseurs des Droits Humaines disponibles**  | **0** | **500** | **500** | **500** | **Résultat Atteint** |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2****D’ici à 2022 les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne formé-e-s et outillé-e-s sont à même de mener leurs missions dans un environnement favorable**  | Indicateur 2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1 **Les jeunes (filles et garçons) défenseurs des droits de la personne notamment les plus vulnérables (y compris économiquement) disposent d’outils et de conseils dans la réalisation de leurs missions** | Indicateur 2.1.1**Nombre de centre multifonctionnel créé** | **0** | **6** | **0** | **0** | **Activité en cours. Les sites à réhabiliter sont identifiés**  |
| Indicateur 2.1.2**Nombre de centre multifonctionnel d’activités socio-économiques fonctionnels** | **0** | **6** | **0** | **0** | **Les besoins en équipements et personnels sont recensés et connus.** |
| Indicateur 2.1.3**Nombre de matériel informatique, de téléphone numéro vert et d’outils de transmission et de documents sur les droits de l’homme disponibles** |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2 **Les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne disposent de capacités en matière d’entreprenariat et d’activités génératrices de revenu** | Indicateur 2.2.1**Nombre de jeunes filles et garçons défenseurs de droits de la personne formés en Entreprenariat, gestion de microentreprises et en mobilisation de ressources notamment en financement participatif**  | **0** | **500** | **0** | **0** | **En attente de la dissémination des résultats des études**  |
| Indicateur 2.2.2**Nombre de jeunes filles et garçons défenseurs de droits de la personne formés disposant de microentreprises**  | **0** | **250** | **0** | **0** | **En attente de la dissémination des résultats des études** |
| Produit 2.3 **Les jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et détenteurs des droits de la personne accèdent à des services de protection judiciaire** | Indicateur 2.3.1**Nombre de responsables chargés de l’application de la loi (police et gendarmerie) formés sur les rôles et responsabilités en matière de protection des droits des jeunes filles et garçons consolidateurs de la paix et défenseurs des droits de la personne**  | **0** | **150** | **150** | **150** | **Résultat atteint** |
| Indicateur 2.3.2**Nombre de jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne ayant bénéficié́ des subventions d’urgence et d’assistance judiciaire**  | **0** |  |  |  | **En attente des résultats de l’étude sur la situation des jeunes filles défenseurs des droits de la personne et sur l’identification de leurs besoins spécifiques en cours.** |
| Produit 2.4**Les jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne victimes de violences basées sur le genre et sexuelles bénéficient d’un accompagnement psychosocial et légal** | Indicateur 2.4.1**Nombre de responsables chargés de l’application de la loi (police et gendarmerie) formés sur les résolutions 1325 de 2000 du conseil de sécurité́ des nations unies et A/HRC/22L13 de 2013 de l’Assemblée générale des nations unies sur la protection des femm** | **0** | **150** | **150** | **150** | **Résultat atteint** |
| Indicateur 2.4.2**Nombre d’assistantes psychosociales assurent la prise en charge urgente des femmes victimes de Violences Basées sur le Genre en général et de violence sexuelle en particulier**  | **0** | **25** | **25** | **25** | **Résultat atteint** |
| Indicateur 2.4.3**Nombre d’agents prestataires de santé pour la prise en charge médicale des femmes victimes de Violences Basées sur le Genre en général et de violence sexuelle en particulier** | **0** | **25** | **25** | **25** | **Résultat atteint** |
| Indicateur 2.4.4**Nombre d’assistantes psychosociales assurent la prise en charge urgente des femmes victimes de Violences Basées sur le Genre en général et de violence sexuelle en particulier**  | **0** | **50** | **0** | **0** | **En attente de la commande passée par l’UNFPA** |
| **Résultat 3****D’ici à 2022, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux renforcés intègrent les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne dans la prévention et le règlement des conflits locaux de manière efficiente** | Indicateur 3.1 |  |  |  |  | **En attente de la dissémination des résultats des études de base.** |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1**Les jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne constitués en réseau mènent un plaidoyer auprès des leaders traditionnels et coutumiers, religieux et des autorités locales pour une meilleure prise en compte de l** | Indicateur 3.1.1**Outils de plaidoyer et de communication sensible aux questions de jeunes disponibles** | **0** | **1** | **0** | **0** | **En cours de réalisation par l’UNICEF** |
| Indicateur 3.1.2**Nombre de sessions de plaidoyer organisées en l’endroit des leaders traditionnels, religieux et coutumiers**  | **0** | **6** | **0** | **0** | **En attente de la dissémination des résultats des études** |
| Indicateur 3.1.3**Rapports ateliers de formation en prévention et gestion de conflits** | **0** | **500** | **0** | **0** | **En attente de la dissémination des résultats des études** |
| Indicateur 3.1.4**Existence d’une Plateforme en ligne d’échange, de partage de connaissances et de bonnes pratiques entre jeunes filles et garçons défenseurs de droits au niveau local, sur les questions de prévention et de gestion de conflits.** | **0** | **1** | **0** | **0** | **En cours de réalisation par l’UNICEF** |
| Produit 3.2**Un plan d’action est élaboré́ et mise en œuvre pour renforcer le degré́ d’intégration des jeunes filles et garçons défenseurs des Droits de la personne dans les mécanismes et structures de prévention et de gestion des conflits**  | Indicateur 3.2.1**Rapports d’ateliers de concertation** | **0** | **3** | **0** | **0** | **En attente de la dissémination des résultats des études** |
| Indicateur 3.2.2**Un Plan d’action disponible** | **0** | **1** | **0** | **0** | **En attente de la dissémination des résultats des études** |
| Indicateur 3.2.3**Rapports d’activités**  | **0** | **1** | **0** | **0** | **En attente de la dissémination des résultats des études** |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |